

International

6

En mouvement

8

Écologie

13

Culture

14

France : campagne populaire dans un territoire dévasté

Italie : renouveau mutuelliste du communisme

IA : beaucoup de dépenses pour quels avantages ?

Culture en lutte pour l'été

Racisme

4

Édito

Suisse : dix mort-es. Les coupables courent toujours

LA POLICE
TUE,
LA JUSTICE
ACQUITTE

La Suisse a subi plusieurs déluges le mois passé. Inondations, laves torrentielles et glissements de terrain ont causé la mort de dix personnes. Ces victimes climatiques s'ajoutent aux milliers de mort-es causées par la chaleur extrême, les ouragans, les inondations et les feux de forêt qui se sont produits aux quatre coins du globe ces derniers mois, événements souvent qualifiés d'« exceptionnels ».

Rien d'étonnant pourtant. Le mois de juin 2024 a été le 13^e mois consécutif enregistrant des températures record au niveau mondial, selon le service climatique Copernicus. Et le 12^e mois consécutif où les températures ont dépassé de 1,5 °C la moyenne pré-industrielle. Rappelons que l'Accord de Paris de 2015 engageait les pays signataires à tout mettre en œuvre pour ne pas dépasser ce seuil et que les « contributions » annoncées des États, très optimistes, nous engagent sur une trajectoire de 2,5 °C.

Si on ajoute aux événements climatiques ponctuels les autres conséquences à long terme du dérèglement climatique, comme un effondrement de la production alimentaire, l'hécatombe est annoncée. Les faits sont connus et établis. ➔

Écologie

3

RÉVEIL DE LA POPULATION FACE AUX GÉANTS DU BÉTON

En Suisse, les initiatives et référendums permettent (un peu) de débattre de ces questions et (surtout) de mesurer le gouffre qui existe entre ce qui devrait être entrepris et les positions des opposant-es.

Le 22 septembre, les citoyen·nes se prononceront sur l'initiative biodiversité. Très vague dans sa formulation, elle est indiscutable face à la perte au constat que tire le comité d'initiative : « *un tiers de toutes les espèces animales et végétales de Suisse sont considérées comme menacées ou ont déjà disparu* ». Pourtant, la droite et l'Union suisse des paysans s'y opposent vigoureusement, alarmant sur la « *diminution de la souveraineté alimentaire* ». Savent-iels que diminuer drastiquement la production de nourriture d'origine animale permettrait de répondre bien plus efficacement à leur inquiétude ?

En novembre, les citoyen·nes suisses devront décider – *true story* – s'il faut investir des milliards pour élargir les autoroutes... Toute personne qui envisage qu'en 2040 il pourra y avoir autant de voitures en circulation qu'aujourd'hui tout en atteignant la neutralité carbone est soit fou·lle soit lié·e pieds et poings aux milieux économiques.

Il semble que les médias, se parant de vertu pour dénoncer les infox, ont permis de faire accroire qu'un capitalisme vert et quelques conseils pratiques (manger un peu moins de viande, opter pour une voiture électrique...) allaient résoudre le problème. Et qu'il faut avant tout s'« *adapter* ». Ce n'est pas le cas !

Les transformations nécessaires dans tous les domaines, notamment de l'appareil de production, doivent être radicales. Le hic, c'est que celles-ci ne sont pas compatibles avec le maintien du taux de profit du capital et contredisent fondamentalement le système actuel.

Son maintien, organisé par leurs exécutant-es politiques, provoquera donc des millions de mort·es et déplacé·es – en plus de ceux qu'il produit déjà directement. Rien de moins qu'une « *violation délibérée des droits fondamentaux inspirée par des motifs politiques* ». C'est la définition du crime contre l'humanité.

Niels Wehrspann

AGENDA

Genève

JUILLET → AOÛT

STOP AU NETTOYAGE ÉTHNIQUE DE LA PALESTINE

Rassemblements hebdomadaires

Tous les mardis

18h – 19h Fontaine de la Cité, Bel-Air

MARTIGNY

SA 20 JUILLET



MARCHE DES FIERTÉS

La pride romande se tiendra le samedi 20 juillet à Martigny. Nous appelons à y participer pour porter un message queer, féministe et antiraciste, en rupture avec le capitalisme. Les collectifs queer radicaux et les organisations anticapitalistes doivent lutter contre la récupération néolibérale des prides, espaces de politisation pour beaucoup de jeunes. Nous devons y rappeler que pour défendre nos droits, il faut en finir avec le patriarcat et le

capitalisme, piliers de notre oppression.

Le capitalisme maintient la famille hétérosexuelle et les normes de genre pour se perpétuer, et c'est parce que nos existences fragilisent ces normes qu'il nous opprime. En tant que révolutionnaires, nous devons construire un mouvement large et unitaire afin de faire front contre le capitalisme et pour acquérir de nouveaux droits en entraînant une large partie du mouvement LGBTQIA+ dans la lutte.

14 H

PLACE DU MANOIR

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Vaud

SA 27 JUILLET

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION CONTRE LE TRAITÉ DE LAUSANNE
13h Place Saint-François

Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Nadia Badoui
Clément Bindschaedler
Guillaume Matthey
Carl Studer

Noémie Rentsch
José Sanchez
Thomas Vachetta
Rédacteur
Luna Alloua
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essayad
Zélie Stauffer

Mamolo Vuorrier
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Manifestation contre les violences policières, Lausanne, 13 juillet 2024.
Photo: François Graf / Strates

Abonnements
Annuel
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
abos@solidarites.ch

fr. 80
150
Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Neuchâtel
5, place 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
ne_hout@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



Le collectif Grondements des Terres a établi un camp dans la forêt près de Ballens au début du mois de juin 2024.

kfk kritisches fotografiekollektiv

Mettant un point d'honneur à créer un espace d'échange, d'information et de débat, les activistes sont, dès les premières heures de l'occupation, allés à la rencontre des ballensard-es. En quelques heures, une démarche participative naissait avec une première assemblée populaire.

L'image largement instrumentalisée de l'évacuation de la ZAD du Mormont en 2021 a pu susciter des craintes lors de la venue des activistes, mais la rencontre a permis de déconstruire les stéréotypes. Il ne fallut pas longtemps avant que des amitiés naissent et une alliance durable se crée entre les habitant-es de la région et les occupant-es de la forêt. Dès le second week-end, une petite centaine de personnes se regroupaient sur le camp pour écouter les conférences d'expert-es sur les alternatives au béton et sur les pertes du vivant induites par l'exploitation d'une carrière.

L'engagement populaire atteignait son apogée dans les dernières heures de l'occupation, lors d'une visite surprise du préfet du district de Morges, peu avant l'entrée en force de son ordre d'évacuation. Le fonctionnaire s'est ainsi retrouvé face à un front populaire solide où occupant-es et habitant-es ne faisaient plus qu'un pour la défense de la forêt. Cet engagement s'est prolongé dans les heures qui ont suivi lorsque, sous une pluie diluvienne – l'orage qui a noyé la ville de Morges en contrebas – l'évacuation s'opérait avec l'aide de tracteurs de sympathisant-es du camp venus prêter main forte aux activistes.

Briser le silence

Dans la foulée de l'évacuation du camp naissait l'Association pour la sauvegarde des bois de Ballens et environs, un collectif de plusieurs dizaines d'habitant-es prêt-es à reprendre le flambeau de la lutte.

Le dimanche suivant l'évacuation, plus de soixante personnes se rassemblaient à L'Embrasure, centre d'art et de culture de Ballens, pour la première assemblée générale de l'association. Si les Grondements des Terres n'ont été présent-es dans la région que deux petites semaines, ils sont parvenus à briser l'individualisme et le silence qui enserrait ce village depuis des décennies, unissant les habitant-es derrière une cause commune et permettant aux populations de reprendre la main sur des décisions qui concernent directement leurs environnements de vie.

Kelmy Martinez

Pour en savoir plus :

- *Béton, enquête en sables mouvants.* Presses de la Cité, 2024.
- sauvegardeduboisdeballens.ch

Écologie National Vaud

RÉVEIL DE LA POPULATION FACE AUX GÉANTS DU BÉTON

En prenant ses quartiers dans le pied du Jura vaudois, le collectif d'écologie radicale Grondements des Terres a généré un sursaut populaire. En jeu, la question de la participation des populations aux décisions concernant leur environnement la question de l'hégémonie du béton dans la construction.

Cela fait plus de trente ans que les autorités cantonales vaudoises, la multinationale du ciment Holcim et le groupe actif dans l'immobilier et la construction Orllati lorgnent sur la forêt du Sépey au cœur du Pied du Jura.

Dans le sous-sol de ce bois, ce qui s'apparente à une véritable mine d'or. Sur plus de 90 hectares, 18,5 millions de mètres cubes de sable pourraient être extraits. Ce gisement est le plus important du canton et son exploitation pourrait rapporter plus d'un milliard de francs suisses à l'entreprise qui remportera le contrat. Une énorme manne financière dont les collectivités locales ne bénéficieraient presque pas, dans une région où les gravières poussent comme des champignons.

Alors que le Grand Conseil discutera l'année prochaine du nouveau plan directeur des carrières pour la décennie 2025-2034, tout indique que la forêt du Sépey y figurera. Il faut dire que le temps presse pour les autorités : les gisements actuellement exploités s'épuisent à coups de pelleteuses et les industriels du secteur restent convaincus qu'ils ne peuvent se passer de béton.

Pourtant, les alternatives biogéosourcées sont nombreuses. À Alaman par exemple, une entreprise s'est spécialisée dans la fabrication de briques à base de terres d'excavation des chantiers. Le bois, le chanvre ou la paille constituent des matériaux adaptés à divers types de construction. En outre, la revalorisation du bâti inutilisé ou peu

optimisé représente une manière concrète de répondre aux besoins tout en faisant preuve de sobriété.

Échanges village-forêt

C'est dans ce contexte aux enjeux multiples que les activistes du collectif Grondements des Terres ont commencé une occupation des bois de Ballens au petit matin du 15 juin 2024. Alertant la population sur l'imminence d'un danger qui semblait diffus. En discussion depuis si longtemps, personne au village ne croyait en sa réalisation. Une omerta largement alimentée par une Municipalité qui s'efforçait depuis des années de taire le sujet, d'éviter les questions de son conseil général et de vider de leur substance les institutions démocratiques du village.

LA POLICE TUE, LA JUSTICE ACQUITTE

Lundi 8 juillet, la Cour pénale d'appel du Canton de Vaud a acquitté les six policiers impliqués dans la mort de Mike Ben Peter. Un nouveau verdict qui confirme l'impunité policière et le racisme de l'institution judiciaire. Entretien avec le collectif Kiboko.

Pouvez-vous revenir sur les grands enjeux de ce second procès ?

Il y a d'abord les nouvelles expertises médicales : M^e Ntah a sollicité deux experts étasuniens renommés, impliqués dans des cas comme celui de George Floyd, qui ont conclu que c'était bel et bien la violence policière et le plaquage ventral qui avaient causé la mort de Mike Ben Peter. Mais les juges ont refusé de les entendre avec les experts suisses. Ils ont également refusé de considérer l'aggravation de l'acte d'accusation d'homicide par négligence à meurtre par dol éventuel. Néanmoins cette fois-ci, ils ont accepté d'instruire sur l'abus de pouvoir et de réauditionner un témoin.

Lors de ce procès, les questions de la cour semblaient enfin mettre en difficulté les versions des policiers. Cela nous a fait croire qu'il y aurait peut-être une condamnation pour abus d'autorité. Mais nous avons aujourd'hui compris que les juges se sont en fait montrés plus malins que leur collègue de première instance : leur jugement prend en considération plusieurs éléments qui avaient été totalement écartés l'année passée, afin qu'il ne soit pas remis en question à la Cour du Tribunal Fédéral en cas de recours.

Est-ce que vous pourriez revenir sur la défense des policiers...

L'asymétrie des forces était évidente et les récits des policiers étaient sans cesse traversés d'incohérences. Mais à travers un lexique raciste et déshumanisant, les policiers ont donné une version concertée et répétée des événements visant à légitimer leurs actions, tout en présentant Mike comme un individu dangereux, oppositionnel et doté d'une force surhumaine.

Selon les avocats des policiers, les cris de Mike n'étaient pas des cris de douleur mais des manifestations d'une violente opposition et les actions des policiers visaient

carrément à le « protéger de lui-même ». Plusieurs avocats ont aussi invoqué le « syndrome du délire excité » pour expliquer la mort de Mike. Les policiers et leurs avocats ont finalement insisté sur le fait qu'ils avaient agi conformément à leur formation et que, si une situation similaire se présentait, ils agiraient de la même manière. M^e Favre, l'avocat d'un policier a même insinué que c'est du fait de son activité que Mike s'exposait à la mort et que sans l'intervention des policiers (et la mort de Mike), les habitants du quartier se plaindraient encore des dealers. Nous étions abasourdis par la cruauté d'un tel raisonnement. Ce sont pourtant ces éléments qui ont fondé ensuite le verdict de la cour.

...et sur ce qu'a défendu maître Ntah ?

Parmi d'autres éléments, M^e Ntah a souligné que les arguments de la défense policière, tels que la crainte de blessures et l'opposition de Mike, sont les mêmes que ceux utilisés

dans des cas célèbres comme celui de Rodney King en 1991. Il a aussi critiqué l'utilisation de stéréotypes racistes pour déshumaniser les victimes de violences policières et minimiser la responsabilité des policiers.

Il a également rappelé que le « syndrome du délire excité » a des origines racistes, est scientifiquement infondé et même banni dans certains États étasuniens. Ce syndrome sert ici uniquement à dédouaner les policiers de leur responsabilité dans la mort de Mike.

Le résultat de ce procès vous étonne-t-il ?

Le résultat de ce procès n'est malheureusement pas surprenant. Ce verdict repose sur une inversion totale des rôles, où les bourreaux deviennent les victimes, et la victime la source du danger. Il montre à nouveau que la justice protège les policiers, malgré des preuves accablantes. Le racisme, mais aussi l'interdépendance de la police, du ministère public, et des juges, rend

tout simplement impossible une condamnation. Pourtant, malgré leur stratégie de confusion, nous sentons un changement dans l'opinion publique et dans le traitement médiatique.

Pouvez-vous revenir sur la semaine de mobilisation ?

Nous avons organisé des restitutions collectives pour attirer l'attention sur le procès, sensibiliser le public au racisme, vulgariser les enjeux juridiques. Des actions devant le tribunal ont eu lieu chaque jour pour maintenir la pression médiatique. Finalement, la mobilisation de ce samedi a été une manière puissante de clore cet épisode, en promettant que ce combat n'allait pas s'arrêter là. Ces étapes juridiques rythment la lutte, car il n'y a pas d'autre choix que de briser le récit qui nous est imposé aujourd'hui et d'exposer l'impunité.

Et maintenant, comment voyez-vous la suite ?

Pour le collectif, il s'agira de continuer à soutenir la famille de Mike dans ces processus, tant sur le plan financier qu'émotionnel. Un recours est évidemment envisagé par la famille, bien que ce ne soit pas encore confirmé. De manière plus générale, la lutte implique de continuer à dénoncer les violences policières et le racisme, en collaboration avec d'autres collectifs, notamment pour les cas de Lamin Faty et Nzoy qui vont être traités par la justice prochainement.

Propos recueillis par Guillaume Matthey

Soutenez la famille de Mike Ben Peter dans son combat!
→ soutienfamilemike.ch

Plus de 500 personnes ont défilé dans les rues de Lausanne samedi 13 juillet pour dénoncer les crimes policiers et le racisme d'État en Suisse



INCENDIE AU FOYER DES TATTES: L'ÉTAT RESPONSABLE

En novembre 2014, un incendie dans le foyer surpeuplé des Tattes à Genève provoquait la mort d'un requérant d'asile et la défenestration de dizaines d'autres. Ce terrible événement relançait aussi un solide mouvement de solidarité.

En février 2015, le collectif Solidarité Tattes se constituait pour soutenir les personnes affectées par l'incendie, pour comprendre les causes du désastre et réclamer que justice soit faite. Depuis, chaque année en novembre, un rassemblement s'est tenu aux Tattes, sous la plaque apposée au mur du Bâtiment I.

En 2022, le père de Fikre Seghid, le jeune Érythréen mort dans l'incendie, a participé au procès, de même que Steve, toujours affecté dans sa santé physique, avec des douleurs qui ne lui laissent pas de répit ni le jour ni la nuit. Ayop Aziz était également présent, débouté de l'asile et totalement bloqué au niveau de sa formation et de son travail, alors qu'il est une des victimes gravement affectées par cet incendie. Mais à l'issue de ce procès, les victimes se trouvaient toujours sur le banc des accusés et l'État, lui, disculpé.

Dix ans pour la justice

Il aura fallu dix ans pendant lesquels les avocates, Solidarité Tattes (et d'autres associations) et surtout les victimes (une partie d'entre elles, certaines ayant été expulsées) n'ont rien lâché. Pendant toutes ces années, l'histoire a été présentée de telle manière que le principal responsable, le coordinateur incendie de l'Hospice général, en est toujours sorti blanchi. Les avocates ont dû entreprendre une enquête longue et méticuleuse pour faire éclater la vérité.

Début avril 2024, après un ultime épisode du procès, le verdict a été rendu. L'ancien coordinateur incendie a été reconnu coupable en appel d'homicide et de lésions corporelles par négligence. La justice peut-elle donc être rendue dans ce canton? Peut-être bien pour finir. Mais après 10 ans, comment réparer à

leur juste valeur, les dommages physiques et psychiques des victimes, abandonnées jusqu'à aujourd'hui? Comment fournir une réparation aux personnes qui ont été renvoyées au fil des années par l'un des responsables même de l'incendie, c'est-à-dire l'État, au prétexte qu'elles n'avaient pas les bons papiers?

Une victoire à fêter, des papiers à exiger!

Aujourd'hui, c'est une victoire que nous devons fêter! Mais n'oublions pas que trop peu de procès tournent en faveur des droits humains, et que trop de procès n'ont pas lieu parce que les personnes n'osent pas ou ne peuvent pas demander justice. Et nous continuons d'exiger des dédommagements pour les sinistrés des Tattes! Et des permis B pour toutes les victimes!

Aude Martenot

Conférence des avocat-es des victimes devant le palais de justice, Genève, avril 2024



NOUVELLE SECTION RÉGIONALE

Jusqu'ici principalement actif sur le Littoral neuchâtelais, le mouvement solidarités a renforcé ses activités dans les Montagnes grâce à une nouvelle section fondée en mai 2024.

La section solidarités – Montagnes neuchâtelaises a été fondée en mai 2024 par des membres émérites et des personnes plus récemment affiliées.

En plus de ses interventions sur les enjeux régionaux et nationaux, notamment à travers des stands indépendants ou unitaires avec d'autres partis de gauche, solidarités Neuchâtel se distingue de ces derniers par son souci de la solidarité internationale et par ses liens étroits avec la société civile.

Ainsi, dans la continuité du soutien de solidarités à l'occupation de l'université de Neuchâtel, la section des Montagnes sensibilise le public à la cause palestinienne, rompant avec le silence assourdissant des autres formations politiques.

Un premier événement a accueilli une trentaine de personnes en juin dernier au cinéma ABC à La Chaux-de-Fonds. C'est donc sur les terres de la mécanique de l'horloge qu'a eu lieu la projection de *Jaffa. La mécanique de l'orange*. Vivement recommandé, ce documentaire édifiant d'Eyal Sivan reconstitue, par des images d'archives et des témoignages, l'histoire de la Palestine aux 19^e et 20^e siècles à travers la production d'oranges. Il démontre qu'une agriculture importante existait à Jaffa avant l'arrivée des sionistes, contrastant avec leur slogan propagandiste « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Après le film, un riche moment de partage de réactions au film et d'autres références documentaires a eu lieu. Intéressé-e à participer? Nous attendons votre contact!

Johan Jaquet

→ ne_haut@solidarites.ch

UNE CAMPAGNE POPULAIRE DANS UN TERRITOIRE DÉVASTÉ

Entretien avec Philippe Poutou, qui a été candidat aux législatives anticipées françaises pour le NPA-L'Anticapitaliste dans le cadre de la campagne du Nouveau Front Populaire.

Peux-tu résumer rapidement les tenants et aboutissants de la scission récente du NPA ?

Une première question et déjà une première difficulté. La scission du NPA qui date de décembre 2023 est le résultat d'une vieille histoire. Depuis 2009, un désaccord persiste sur la stratégie et sur l'orientation de front unitaire avec les forces militantes dites réformistes.

Impossible ici de résumer l'évolution de cette dispute. Le fait est qu'au fil des années, l'ambiance interne s'est considérablement dégradée et figée, entre reproches et accusations (de suivisme, de trahison...). La seule issue devenait une séparation, qui a logiquement mis du temps à se réaliser, car il n'est pas simple de gérer et justifier une scission alors que revendiquons l'unité de notre camp social. Mais bon voilà, avoir deux orientations différentes et même opposées parfois, dans un même petit parti, c'était devenu impossible à vivre et même autodestructeur. Dont acte.

Est-ce cette clarification qui a permis au NPA de rejoindre le NFP ?

Disons que si nous n'avions pas scissionné avant, l'organisation aurait certainement explosé à l'occasion des législatives. Alors oui, heureusement que nous étions séparé·es en deux organisations, même si le processus n'est pas complètement finalisé et qu'il reste encore de la confusion. Le NPA-L'Anticapitaliste a pu ainsi mettre en pratique sa politique unitaire dans une perspective anti-extrême droite et antifasciste.

Dès l'annonce de la dissolution nous étions dans une logique de « front », de regroupement des forces militantes de gauche et du mouvement social. Dès la création du Nouveau Front Populaire par les quatre partis de la gauche (PS-Écolo-PC-LFI) nous avons déclaré le rejoindre tout en validant le programme de « rupture » mettant en avant plusieurs mesures de justice sociale et environnementale (salaires, retraites, services publics, taxation des riches, démocratie, égalité des droits, féminisme, antiracisme...).

La collaboration était-elle facile avec la coalition ?

Eh non, rien n'est facile décidément ! Le NPA-A a annoncé son adhésion au NFP au lendemain de la publication du texte des quatre forces de gauche. Malgré l'appel à signature, c'était un peu comme si nous nous invitions dans un endroit où nous n'étions pas vraiment les bienvenu·es. Comme si notre indépendance et notre radicalité dérangeaient.

Tout comme avec la NUPES il y a deux ans, le NPA ne fut évidemment pas convié ni à la réalisation du programme ni à la répartition des circonscriptions. Ce n'est que la veille au soir du dernier jour pour caler les toutes dernières candidatures, que la FI nous a proposé une candidature, non gagnable bien sûr – il ne fallait pas exagérer – et dans des conditions insatisfaisantes : circonscription où nous n'étions pas implanté·es, quartiers pas du tout populaires. Après deux trois

refus de notre part, nous avons obtenu la 1^{re} circonscription de l'Aude, autour de Carcassonne, face à un candidat RN, non gagnable à priori.

Nous avons accepté parce que visiblement il n'y avait pas de candidature décidée par les équipes militantes locales et parce que c'était une circo populaire. Et puis surtout, le fait d'accepter permettait au NPA de faire partie de cette unité pour empêcher l'extrême droite de prendre le pouvoir. On a vu par la suite que cette seule candidature a permis au NPA de gagner en visibilité sur tout le territoire.

Comment s'est déroulée ta campagne et celle du NPA plus généralement ?

Le NPA a mené campagne dans de nombreuses circonscriptions, quasiment partout où nous avons des équipes militantes souvent déjà très liées aux forces militantes de la gauche, notamment de la FI. Mais c'est surtout celle dans l'Aude qui a rendu visible le NPA. De deux façons différentes. Négativement bien sûr auprès des partis de droite et d'extrême droite, comme dans les grands médias.

Nous avons assisté à une campagne violente de diabolisation de la gauche, de sa partie radicale, de nous en bout de chaîne, nous accusant d'extrémisme, de soutien au terrorisme, d'antisémitisme, d'antirépublicanisme... les plateaux télé se lâchaient complètement. Le nom de « Poutou » était synonyme de danger et de honte. Les médias locaux relayaient sans nuance les propos de l'extrême droite, du can-

didat fachos du coin, des macronien·es, de certain·es élu·es du PS très droitier·es (tendance Delga, macron-compatible).

Auprès des sympathisant·es ou militant·es de gauche par contre, de nous avons reçus de très nombreux retours chaleureux et des encouragements dans la rue comme sur les réseaux sociaux. Notre campagne dans l'Aude a été portée par cette ambiance positive et a été très bien accueillie par les équipes militantes LFI, PC, Écolo et même du PS (côté gauche), par les organisations syndicales, par les associations et collectifs. Et puis dans la foulée, au-delà des forces militantes, par des jeunes et moins jeunes, non organisé·es, plus ou moins proches.

Si nous savions que la victoire était quasiment impossible, nous menions une bataille politique nationale pour empêcher le RN de prendre le contrôle du gouvernement.

As-tu rencontré des électeurices du Rassemblement National ?

Nous avons déployé nos militant·es sur le terrain durant les trois semaines. Surtout à Carcassonne mais aussi dans quelques villages comme Lésignan ou Durban. C'était beaucoup plus difficile d'investir tout le territoire (quelque 110 villages) même si nous avons tenté de passer partout. Nous avons collé des centaines d'affiches, remettant du rouge sur des murs qui ne l'avaient pas été depuis longtemps. Nous avons distribué nos tracts, sur les marchés, dans les rues et les



places, sur les pare-brises de voitures, dans les boîtes aux lettres. Ce fut un peu comme une mini invasion.

Au début, les gens semblaient nous voir comme des extraterrestres, restaient souvent distants. Et puis elles et ils se sont habitués, les discussions se sont faites plus régulières et nombreuses. La gauche militante et ses idées réapparaissent, la population les redécouvrait. Ça discutait reconstruction des services publics, défense d'un revenu minimum et décent pour toutes et tous, protection de l'environnement tout en défendant les conditions de travail et de vie de la paysannerie... alors oui dans toute cette activité, nous avons croisé des personnes qui votaient ou pensaient voter RN. Parfois ça se voyait tant il y avait de l'hostilité avec ce que représente la gauche.

Puisque 60 % votent RN dans la région, on devait forcément en croiser. Sauf que cela ne se disait pas, ne se revendiquait pas. Nous entendions bien quelques réflexions qui allaient dans le sens du RN mais nous avons surtout devant nous une forte dépolitisation de gens qui sont à l'écart de tout, souvent isolés ou exclus, loin d'une vie collective, de la réflexion qui va avec.

Ce qui était marquant c'est l'absence d'hostilité ouverte, d'agressivité ou d'agression verbale. Nous avons mené une campagne en terres dominées par le RN sans se retrouver en difficulté, sans ressentir un danger ou même un

risque. Nous avons été surpris-es de l'incroyable discrétion de leur campagne. En fait les gens votent Bardella-LePen plus que le candidat local qui n'avait sa photo qu'en petit en bas de l'affiche officielle. Il faut dire que l'équipe de campagne du RN se trouvait finalement plus sur les plateaux de BFM ou même dans le quotidien régional local, ironiquement nommé *L'indépendant*.

Sur quelles bases ceux-ci se décident pour ce parti ?

Le département de l'Aude est le troisième le plus pauvre de France métropolitaine. Il est très rural, avec deux villes moyennes, Narbonne et Carcassonne. La pauvreté est partout, dans les villes et les villages, entre précarité chez les nombreux-ses demandeur-euses d'emplois (plus que la moyenne nationale) et difficulté de vivre de son travail chez les agriculteur-ices (viticulteur-ices pour l'essentiel).

Les services publics sont démantelés : désertification médicale, manque d'écoles et d'universités, absence de transports collectifs... résultat, un sentiment d'abandon domine. À ce contexte s'ajoutent les reniements et trahisons de la gauche au pouvoir. Le mélange est désastreux et le travail de reconstruction d'une conscience de classe et de repères collectifs à effectuer est énorme. Il ne peut se faire en trois semaines. Cela nécessite une réimplantation militante sur le terrain, dans les villes et les campagnes, des discussions, des échanges, des initiatives pour

retisser des liens humains et politiques. C'est ainsi qu'on pourra faire reculer les préjugés racistes, misogynes, homophobes qui divisent les pauvres et les exploités, qui renforcent le chacun pour soi et au final la résignation face à un système de domination et d'injustices.

Quelles perspectives vois-tu pour le NFP ?

La bonne surprise du dimanche soir, avec la première position du NFP et donc la défaite du RN, confirme une dynamique importante durant la campagne. Pour la première fois depuis longtemps, un programme de gauche, en rupture avec les politiques libérales, a pu être défendu, entendu. Nous avons pu voir la droite, l'extrême droite, toutes les réactionnaires, les grands médias, tout ce monde à la fois énérvé, agressif, inquiet face à une gauche retrouvée et relativement offensive.

Ce fut une campagne militante, large, unitaire, dynamique qui a permis de changer la donne au moins momentanément. L'enjeu est de préserver et renforcer les acquis de cette dernière. On le voit, les dirigeant-es de gauche sont toujours capables de dire et faire n'importe quoi, mais derrière il y a comme une force nouvelle qui revient, celle des gens d'en bas qui s'occupent à nouveau de leurs affaires, de la société. Avec de la méfiance, avec de la mémoire de ce que la gauche nous a (mal) fait. Notre perspective est bien dans cette optique d'une gauche d'en bas, démocratique et radicalement anti-institutionnelle et antilibérale.

Penses-tu que le parlement va réussir à empêcher une victoire du RN aux prochaines élections, alors que celui-ci a intérêt à provoquer le chaos et que la bourgeoisie doit poursuivre ses contre-réformes néolibérales ?

Cette élection jouait un rôle, celui d'empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Objectif atteint. La suite dépend d'un changement de rapport de force entre les camps sociaux. Si nous voulons faire reculer les idées de haine, les idées réactionnaires, si nous voulons une politique sociale, plus d'égalité et de justice sociale, sans même parler de révolution ou de changement radical de la société, il faudra passer par des mobilisations sociales profondes, des victoires dans la défense des services publics, du mouvement féministe ou de la jeunesse, de succès dans les combats environnementaux contre les projets autoroutiers ou les mégabassines, dans les solidarités avec les réfugiés pour l'accueil et la régularisation...

Il est nécessaire que le haut, même à gauche, soit bousculé et secoué par le bas. Sans ça, on ne voit pas comment un gouvernement NFP pourrait mener une politique de gauche, appliquer son programme. Pour faire reculer le pouvoir actuel, l'arrogance et la domination des possédant-es, il faut une force que seules les classes populaires peuvent avoir si elles s'organisent et repassent à l'offensive.

Propos recueillis par Thomas Vachetta

POTERE AL POPOLO, LE RENOUVEAU MUTUELLISTE ET CRÉATIF DU COMMUNISME

Dans un contexte néolibéral qui atomise les individus et où les organisations politiques et syndicales combattives peinent à fédérer au-delà du microcosme de la gauche radicale, il est utile de regarder les tentatives de renouveau du communisme. Pour sortir de la grisaille associée aux organisations communistes, Potere al popolo couple une grande diversité de modes d'action. Entretien avec le militant Emiliano Zanelli.

Peux-tu présenter brièvement ce qu'est Potere al Popolo ? Comment s'est-il construit ?

Potere al Popolo est la tentative de créer une organisation communiste capable de renouveler l'héritage de cette tradition politique, de sortir du microcosme de la gauche radicale extraparlamentaire et d'avoir un impact réel sur la société.

Ses racines remontent à la dernière vague de mobilisations dans les universités italiennes (2008-2011) et surtout à son échec, qui a mené un groupe de camarades à remettre en question leurs pratiques politiques afin de dépasser les limites du milieu universitaire.

Parmi les étapes suivantes, on peut noter, en 2013, la fondation du collectif Clash City Workers (CCW), qui, à partir de Naples, Florence et Padoue s'organisait dans une dizaine de villes pour mener une activité de soutien aux luttes des travailleur·euses et d'enquête autour des dynamiques d'exploitation sur les lieux de travail; entre 2014 et 2015, un tour en 80 dates pour discuter avec les forces de gauche sur la base d'un livre écrit par le CCW, *Dove sono i nostri ?* (« Où sont les nôtres ? », une analyse de la structure de l'économie italienne et une réflexion autour des possibles modes d'organisation

pour y lutter); l'occupation d'un ancien hôpital psychiatrique judiciaire à Naples en 2015 (connu aujourd'hui comme l'Ex-OPG « Je' so pazzo »), qui est devenu le cœur du mouvement au niveau national et où nous avons commencé à expérimenter un renouveau du mutualisme; le festival Potere al Popolo!, qui, en 2017, a réuni à Naples autour de ce mot d'ordre des dizaines de collectifs et groupes politiques.

Finalement, la structure actuelle a été créée à l'occasion des élections de mars 2018. Là, le but était surtout de créer quelque chose qui ne soit pas simplement une liste dissoute comme toutes

les autres au lendemain des élections, mais plutôt un projet capable de durer.

Quels sont les principaux modes d'action (travail parlementaire, campagnes électorales, manifestations, désobéissance civile, actions de solidarité à la base, occupations, etc. ?) qu'utilise Potere al Popolo et comment vous les articulez ensemble ? Y a-t-il des tensions entre ces différents modes d'action que vous utilisez ?

L'idée à la base de notre mouvement est que la solidité stratégique et l'ambition révolutionnaire soient couplée avec une souplesse tactique et une créativité au niveau de la manière de militer, avec le but de ne pas se faire enfermer par des contradictions souvent plus abstraites que réelles (notamment autour de la participation à la politique institutionnelle) et de se défaire de la rigidité et de la grisaille souvent associées aux organisations communistes.

On essaie donc d'utiliser une grande diversité de modes d'action : mutualisme conflictuel à travers l'ouverture d'un réseau de « maisons du peuple » dans les quartiers populaires de grandes et petites villes, soutien aux luttes de travailleuses au-delà du syndicat d'appartenance, participation aux élections (surtout au niveau local), contrôle populaire sur l'action des institutions, organisation de campagnes nationales de mobilisation (par exemple sur le salaire minimum), occupation d'immeubles vides, mobilisations internationalistes... Il faut aussi dire que les modes d'actions peuvent beaucoup changer d'une ville à l'autre, vu la grande autonomie des assemblées territoriales qui constituent l'organisation de base de Potere al Popolo.

L'Italie a une première ministre d'extrême-droite, Giorgia Meloni, dans un contexte global de montée de l'extrême droite. Quelle est l'analyse que Potere al Popolo fait de sa politique et comment s'organise la résistance contre celle-ci ? L'Italie sert aujourd'hui de laboratoire politique au niveau européen. L'arrivée au pouvoir de Meloni et le virage à droite du cadre politique du continent nous montrent que l'ultradroite peut gouverner en toute sécurité tant qu'elle respecte deux contraintes : la subordination à l'OTAN et l'application de politiques contre les travailleuses. Sur ces points, la politique de Meloni et de son gouvernement est presque entièrement alignée avec

Manifestation nationale contre le gouvernement Meloni, Rome, 1^{er} juin 2024



celle des gouvernements de centre-gauche qui l'ont précédé.

Mais face à son apparente toute-puissance, il faut se rappeler que le pouvoir de Meloni repose plus sur un déplacement de voix au sein du centre-droit (de Forza Italia à la Lega et à Fratelli d'Italia), que sur une mobilisation de cette base et une percée dans le bassin du vote ouvrier et populaire, qui, au contraire, alimente de plus en plus le grand réservoir de l'abstention. Cela signifie que le gouvernement compte actuellement davantage sur la passivité des masses que sur leur adhésion : sa force sont la désillusion, la résignation, le désengagement, autant de « sentiments », fondés, sur l'impression que « rien ne change ».

Notre réponse doit passer par la réactivation de la participation de masse à la vie politique, en reconstituant les liens sociaux brisés par 40 ans de néolibéralisme et en étant utiles, en tant qu'organisations de gauche radicale, aux classes populaires dans la lutte pour une vie digne et une démocratie réelle.

Le 9 juin ont eu lieu les élections européennes. Est-ce que Potere al Popolo s'est présenté ? Quelle campagne avez-vous mené ou qu'avez-vous cherché à mettre en avant à l'occasion de cette échéance ?

Non, Potere al Popolo ne s'est pas présenté aux élections européennes. Dans un premier temps, nous avons participé à la création d'une alliance de gauche mais après avoir constaté certaines ambiguïtés du projet (notamment autour de la question palestinienne ou de l'OTAN) nous avons jugé que les conditions n'étaient pas réunies pour y rester.

Néanmoins, nous avons participé à la campagne pour les élections à travers deux actions : l'appel au vote pour Ilaria Salis, militante antifasciste détenue dans les prisons hongroises et candidate sur la liste d'AVS (Alleanza Verdi Sinistra, béquille de gauche du Parti Démocrate), et l'organisation d'une manifestation qui a eu lieu le 1^{er} juin à Rome (en même temps que le dernier meeting électoral de Giorgia Meloni) avec le soutien de 70 organisations sociales et politiques – des syndicats de base tels que USB, aux étudiant·es pro-Palestine, en passant par les mouvements écologistes tels que No Ponte, et les avant-gardes de classe telles que les dockers de Gênes – et la participation de 10 000 personnes, contrastant avec la place à moitié vide qui a accueilli Meloni.

Propos recueillis par Teo Frei



Keir Starmer lors d'un meeting de campagne à Londres, 29 juin 2024. Dans le public, Sadiq Khan, le maire de Londres.

International Royaume-Uni

LES TRAVAILLISTES CONTRE LES TRAVAILLEURS·EUSES

Après 14 ans d'attaques sur les plus pauvres et les plus démunis, les élections en Grande Bretagne ont mis fin au règne du parti conservateur. Mais la victoire en apparence éclatante des travaillistes cache une orientation droitière qui ne laisse rien présager de bon.

Cinq premiers ministres ont mené une même politique d'austérité agressive, dirigée contre les services publics et l'État-providence, d'un côté, tout en limitant les droits politiques et syndicaux de l'autre.

Cette recette a par exemple conduit à l'augmentation significative des limites au droit de grève : aujourd'hui aux moins 50 % des affiliés à un syndicat doivent participer à tout vote de grève pour que celle-ci soit légale. Justifiée par le langage de la « démocratisation » des syndicats, cette loi impose des règles

bien plus dures au mouvement ouvrier qu'au gouvernement : Le taux de participation pour les élections qui ont amené les conservateurs au pouvoir n'a par exemple jamais dépassé les 40 %.

Des limites similaires ont été imposées sur le droit de manifester et la liberté d'expression, par l'octroi de nouveaux pouvoirs à la police et l'intensification de la surveillance dans les services publics sous le couvert de lutte contre le terrorisme (« war on terror »).

Les dernières années de ce gouvernement ont été mar-

quées, comme ailleurs, par une montée en flèche de la xénophobie, dans l'espoir de faire porter la responsabilité de la crise du capitalisme aux étrangers·ères. Le gouvernement conservateur a ainsi déployé des navires de guerre dans la Manche pour faire la chasse aux réfugiés, ou signé des accords avec des régimes autoritaires à la périphérie de l'Europe pour « renforcer » ses frontières. Sa politique phare a été de payer le Rwanda pour y déporter des immigrés dans des camps (indépendamment de leurs origines).

Finalement, depuis octobre, les conservateurs-ices ont offert un soutien quasi inconditionnel à l'État d'Israël et son génocide à Gaza. Iels ont placé des navires de guerre dans la Méditerranée et continué les livraisons d'armes, tout en essayant (sans succès cette fois-ci) de criminaliser les manifestations de soutien au peuple palestinien et le mouvement BDS.

Bref, bon débarras.

Le compromis Keir Starmer

Ceci étant dit, la victoire du parti travailliste doit être prise avec des pincettes. Son leader, Sir Keir Starmer, représente la droite du parti et a mené une politique antiprogres-siste agressive à l'intérieur du parti comme dans la société.

Starmer a été élu comme candidat de compromis entre les deux ailes du parti après la démission de Jeremy Corbyn, le dirigeant le plus à gauche de l'histoire du travaillisme britannique. Mais après son intronisation, Starmer s'est aussitôt tourné contre la gauche et a mené une campagne d'expulsion massive d'activistes associées au courant corbyniste. Ces expulsions ont souvent eu lieu sous le couvert d'accusations fallacieuses d'antisémitisme, visant à casser le courant propalestinien et anti-impérialiste dans le parti. Corbyn lui-même a été radié du parti qu'il a servi loyalement pendant 40 ans, et dirigé pendant cinq. Dégoûtés, des dizaines de milliers d'autres ont quitté le parti.

La stratégie pro-israélienne est allée si loin que Starmer affirmait en octobre 2023, qu'Israël avait le droit de se défendre en coupant l'eau, le gaz, et la nourriture de la bande de Gaza. Ancien avocat, s'il continue comme ça, Starmer devra peut-être bien finir à la Haye aux côtés de Tony Blair.

La xénophobie des travaillistes

Il ne s'est pas arrêté là, radiant du programme travailliste de nombreuses propositions de loi visant à améliorer la situation économique des plus pauvres, tout en présentant le parti travailliste comme le parti de l'ordre et de la défense des frontières. Quelques jours avant les élections, Starmer a déclaré dans une interview télévisée que le parti travailliste intensifierait les expulsions du territoire britannique, et que s'il s'opposait au plan Rwanda c'était pour renvoyer les immigrés dans leurs pays d'origine. Interrogé sur le sujet, le leader travailliste a déclaré qu'il y avait beaucoup

de Bangladeshi-es illégaux-alles en Grande Bretagne et qu'il fallait une politique plus musclée pour les renvoyer dans leur pays d'origine. La communauté Bangladeshie est la plus pauvre et la plus représentée dans la majorité des indicateurs d'inégalités dans le pays.

Jusqu'aux dernières semaines de la campagne électorale, Starmer a fait la guerre à la gauche du parti, remplaçant des candidat-es progressistes en dernière minute par des représentant-es de l'aile droite du parti, parfois même avec des ex-membres de l'armée comme expression de son patriotisme et son soutien à l'impérialisme britannique. Le cas emblématique de Faiza Shaheen a fait la une des journaux. Cette ancienne alliée de Corbyn (elle avait soutenu la répression de la gauche menée par Starmer) ait été radiée des listes du parti. Cette décision a fâché considérablement vu la popularité de Shaheen et la nature contestée de son siège, alors que la victoire travailliste ne faisait déjà plus de doutes. Le message était clair : Starmer ne fera aucune concession à la gauche.

Pas de raz-de-marée

Il n'est donc pas surprenant que la campagne travailliste n'ait pas enthousiasmé les électeur-ices et n'ait pas réussi (a-t-elle essayé ?) de créer une dynamique de mobilisation. Bien que le parti ait emporté une victoire historique en nombre de sièges (412/+211), la proportion de vote remportée a augmenté d'à peine 1% depuis la défaite de 2019, alors que le taux de participation a été le plus bas depuis l'instauration du suffrage universel. En 2017 et 2019, Corbyn avait remporté plus de 12 et 10 millions de voix res-

pectivement. En 2024, Starmer en a remporté moins de 10 millions.

Cette élection a donc davantage été un effondrement extraordinaire du vote conservateur qu'un raz-de-marée travailliste. Après 14 ans, les Britanniques n'en peuvent plus.

Plusieurs autres indications confirment cette analyse. À l'extrême droite, le nouveau parti Reform de Nigel Farage entre au parlement pour la première fois avec 5 députés. À droite, les libéraux-ales reviennent de l'abîme avec 72 sièges (+64). À la gauche du parti travailliste, quatre vert-es ont été élu-es alors que cinq indépendants propalestiniens l'ont emporté sur le parti de Starmer. L'un d'eux est Jeremy Corbyn, qui a remporté une victoire majeure alors que tous les sondages l'annonçaient perdant.

D'autres alliés de Starmer, dont les ultrasionistes Jess Philips et Wes Streeting, sont passés à quelques centaines de voix d'une défaite face à des activistes de gauche propalestinienne. Steering, représentant de l'aile blairiste du parti, se profile depuis plusieurs années déjà comme futur candidat potentiel au poste de premier ministre. Toutefois, l'humiliation d'être passé à 500 voix de perdre un siège travailliste considéré comme assuré rend cette trajectoire improbable, au moins jusqu'à ce qu'il puisse démontrer sa capacité à reprendre contrôle de sa circonscription.

En Irlande du Nord et au pays de Galles, les partis de la gauche nationaliste ont aussi remporté 7 et 4 sièges. Le résultat est donc un parlement contrôlé par un parti travailliste plus faible que ce que son résultat laisse penser à première vue, avec pour la première fois depuis très longtemps la possibilité d'une alliance de gauches diverses

LE LABOUR, PARTI DE LA CROISSANCE

« Aucun parti ne souscrit pleinement aux idées chères à *The Economist*. Le consensus économique en Grande-Bretagne s'est éloigné des valeurs libérales : libre-échange, choix individuel et limitation de l'intervention de l'État. Mais les élections portent sur le meilleur choix possible et celui-ci est clair. Si nous devons voter le 4 juillet, nous choisirions nous aussi le parti travailliste, car c'est lui qui a le plus de chances de s'attaquer au plus gros problème auquel la Grande-Bretagne est confrontée : un manque chronique et débilisant de croissance économique. »

Editorial du magazine libéral
The Economist, 27 juin 2024

qui puisse mettre le gouvernement sous pression de façon continue et organisée.

Le départ des conservateurs ne peut qu'être célébré, mais le parti travailliste qui le remplace ne promet que peu de changements fondamentaux, ni à domicile, ni à l'étranger. Comme toujours, c'est le pouvoir de la rue, des syndicats, et des luttes sociales qui restent notre seul espoir de forcer un changement fondamental de direction politique et économique. La présence d'alliés au parlement qui peuvent donner échos aux luttes est un développement important, mais secondaire.

Sai Englert

Mache nationale post-électorale pour un cessez-le-feu à Gaza, Londres, 6 juillet 2024.



MENACES ISRAËLIENNES DE GUERRE CONTRE LE LIBAN

Le Liban a été la cible des missiles israéliens depuis le début de la guerre génocidaire de l'armée d'occupation israélienne contre la bande de Gaza. Les risques d'un affrontement plus large entre le Hezbollah et Tel Aviv se sont accrus au début du mois de juillet, avant de diminuer partiellement.

À la mi-juillet 2024, les attaques israéliennes ont déjà coûté la mort de près de 370 membres du Hezbollah depuis le 8 octobre, mais aussi plus de 90 civils, dont 21 secouristes. Les frappes aériennes et de drones de l'armée d'occupation israélienne sur les villages du Liban-Sud ont également poussé plus de 90 000 personnes à se déplacer vers des régions plus « sûres » et endommagé de vastes étendues de terres agricoles, des habitations et des infrastructures civiles. L'armée d'occupation d'Israël pratique une véritable politique de la terre brûlée contre les régions libanaises frontalières.

Le Hezbollah ne veut pas la guerre

Malgré l'extension et l'intensification continues des attaques israéliennes et des menaces de guerre contre le Liban, la principale priorité du Hezbollah reste d'éviter le déclenchement d'une guerre avec Tel Aviv. Dans ce contexte, le Hezbollah s'en est tenu à des « réactions calculées et proportionnées » contre les attaques israéliennes. Les intensifiant au fur et à mesure que l'armée d'occupation israélienne augmentait l'ampleur de ses actions militaires contre le Liban.

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a déclaré début juillet que son parti acceptera « ce que le Hamas accepte »

sur un possible cessez-le-feu à Gaza, assurant que le « front de soutien » lancé par son parti depuis le Liban-Sud en octobre 2023 cesserait ses opérations contre l'État d'Israël si une trêve était mise en place à Gaza. Ces actions reflètent la deuxième grande priorité du Hezbollah à l'égard d'Israël : maintenir une forme de « dissuasion » afin de servir la première priorité, qui est d'éviter la guerre.

Tant que les États-Unis ne donnent pas le feu vert complet à l'État Israël pour lancer une guerre contre le Liban, ce qui n'est pas le

cas aujourd'hui face à la crainte d'un conflit régional, l'orientation stratégique du Hezbollah ne sera pas reconsidérée dans un avenir proche.

Une popularité en baisse

Si les capacités militaires du Hezbollah se sont considérablement accrues depuis la guerre de 2006, cela n'a pas coïncidé avec une augmentation du soutien populaire au Liban. Au niveau national, le Hezbollah est de plus en plus isolé, tant politiquement que socialement, en dehors de la population chiite. En outre, une grande partie de la population libanaise ne veut pas d'une guerre avec Israël, en particulier dans le contexte de crise économique profonde et continue que vit le pays.

Le large soutien populaire dont bénéficiait le Hezbollah en 2006 n'existe ainsi plus aujourd'hui. Au-delà de la scène nationale libanaise, l'intervention militaire du Hezbollah pour soutenir le régime syrien despotique afin d'écraser le soulèvement populaire du pays a également miné sa popularité.

De plus, le principal soutien du parti libanais, l'Iran, ne veut pas voir son principal allié au Moyen-Orient s'affaiblir dans une guerre avec Israël, ce qui saperait son influence dans la région. Le rôle que le Hezbollah a joué a été de consolider et d'élargir le réseau d'alliés régionaux de l'Iran, comprenant des acteurs étatiques et non étatiques.

Après l'assassinat de Qassem Soleimani, commandant de la Force Qods, la branche du Corps des Gardiens de la révolution islamique principalement responsable des activités extraterritoriales et clandestines de l'Iran, l'importance du Hezbollah pour l'État iranien n'a

fait que croître. Le parti est donc devenu le principal défenseur des intérêts géopolitiques de l'Iran, mais aussi l'un des gardiens du système néolibéral sectaire du Liban.

Quelle résistance ?

Les organisations de gauche et progressistes doivent continuer à s'opposer radicalement à l'apartheid, à l'État colonial et raciste d'Israël, aux gouvernements qui le soutiennent, et à défendre le droit des Palestinien-nes à résister. De même, les Libanais-es ont le droit de résister aux agressions militaires israéliennes. Il ne faut pas confondre cette orientation avec un soutien aux orientations politiques des différents partis politiques palestiniens et libanais, notamment du Hamas et du Hezbollah.

Au niveau régional, la tâche principale de la gauche et des forces progressistes reste de développer une solidarité régionale « par en bas » et autonome des classes dominantes des différents États : résister frontalement aux États occidentaux impérialistes et à Israël, tout en s'opposant aux forces politiques réactionnaires locales, qui empêchent toute rupture avec les dynamiques impérialistes (de tous les États impérialistes), autoritaires, néolibérales, racistes et patriarcales.

Ces acteurs politiques représentent un danger et des menaces différenciées pour les perspectives émancipatrices. Il est néanmoins primordial de constituer un bloc de gauche et progressiste indépendant de ces forces mettant l'accent sur la solidarité avec la lutte pour la libération des Palestinien-nes et l'émancipation de toutes les exploitées et opprimées de la région.

Joseph Daher

Aïta ach-Chab, Sud-Liban, 29 juin 2024





Une photo publiée le 9 février 2024 sur le compte Instagram d'un soldat israélien

Féminisme Israël Palestine

LA RUSE DE LA VIOLENCE GENRÉE DANS LA GUERRE D'ISRAËL

On nous demande d'assister – écrit la chercheuse Sarah Ihmoud – encore et encore, à la violation massive des corps des Palestinien-nes, y compris à la torture sexualisée, de digérer les témoignages de femmes palestiniennes violées pendant leur détention par l'armée israélienne. Comment comprendre ce spectacle violent qui se déroule encore et toujours ?

La guerre est toujours une mise en scène de l'hyper-masculinité par laquelle l'atrocité sexuelle transforme le corps des femmes en moyen de communication entre hommes. Les politiques de genre et de sexualité ont joué un rôle central dans la violence génocidaire d'Israël depuis ses débuts; le viol a été utilisé pour terrifier les

communautés palestiniennes et les forcer à fuir leurs maisons et leurs villages ancestraux.

Le corps des femmes autochtones: champ de bataille

En 1948, ce sont nos arrière-grands-mères qui racontaient leurs agressions à Deir Yas-

sin. Aujourd'hui, ce sont leurs petites-filles à Gaza. Dans la guerre et les conflits militaires, le corps des femmes est toujours considéré comme une périphérie nationale symbolique. Dans le génocide, le corps et la sexualité des femmes autochtones sont ciblés en raison de ce qu'ils représentent : la terre, la reproduction autochtone, la souveraineté et la possibilité d'un avenir autochtone.

Si le viol ou la violence sexuelle peuvent être infligés au corps des femmes, leur objectif plus large est souvent d'humilier et de punir le collectif auquel elles appartiennent. La logique genrée de la performance militarisée aujourd'hui à Gaza vise précisément à nous forcer, par la violence de masse et la terreur psychologique, à reconnaître et à accepter notre défaite.

Pourtant, nous, femmes et féministes palestiniennes, sommes constamment invitées à participer à notre propre pathologisation et criminalisation par les puissances coloniales, à reproduire les récits culturalisés qui contribuent à la violence prolongée dirigée contre nos communautés et à intérioriser la peur de nos oppresseurs-euses.

Violence sexiste coloniale et patriarcale

Le désir du mouvement sioniste de discipliner, de criminaliser et de terroriser les femmes et les féministes palestiniennes pour les empêcher de dénoncer la violence sexiste qui est au cœur même du projet colonial et dont nous sommes témoins à grande échelle, doit être reconnu et nommé pour ce qu'il est : un recyclage et un repli des logiques sexistes de la politique génocidaire d'Israël sous une autre forme.

Le viol et la violence sexuelle sont endémiques dans les conflits armés et la condamnation de ceux-ci dans nos propres communautés est essentielle à notre libération en tant que peuple. Nous luttons depuis des décennies pour la libération de genre tout en luttant contre le colonialisme, reconnaissant que la violence coloniale et la violence patriarcale sont, en fait, profondément liées.

Pourtant, nous reconnaissons l'ironie cruelle de voir le langage et le discours mêmes du féminisme être utilisés pour justifier notre propre élimination en tant que peuple par les mêmes puissances qui dénoncent la violence de genre. Que fait le sionisme lorsqu'il viole nos femmes, assas-

sine en masse nos enfants et tente de nous faire mourir de faim tout en nous punissant pour avoir qualifié ces actes de génocide ? Nous voyons cela comme une nouvelle tentative pour nous diaboliser en tant que femmes palestiniennes, pour démoniser et pathologiser nos hommes palestiniens, pour briser nos liens sacrés les un-exs avec les autres et avec notre patrie; pour orchestrer les effets de la peur, de la terreur et de la défaite généralisées.

Ruse de la violence de genre

Cette violence disciplinaire est précisément un élément clé de ce que la professeure Nadera Shalhoub-Kevorkian appelle la « ruse de la violence de genre ». Ironiquement, la rhétorique et la reconnaissance de la violence de genre exercées par les figures d'autorité de la communauté de gouvernance mondiale peuvent masquer la violence de genre des puissants acteurs étatiques. La répression par Israël de Shalhoub-Kevorkian, l'une des militantes féministes palestiniennes les plus renommées de notre époque, dont le travail pionnier a centré sur les expériences des Palestiniennes face au colonialisme de peuplement et à l'occupation militaire pendant près de trois décennies, est à la fois un message d'intimidation et un cas d'école.

L'instrumentalisation par le projet sioniste des allégations de viol pour infliger davantage de violences aux femmes palestiniennes et aux féministes qui dénoncent les atrocités de masse vise à nous terrifier, à nous discipliner pour nous faire taire et devenir complices. Ces tactiques sont centrales dans l'utilisation de la violence sexuelle comme arme dans les politiques génocidaires de l'État israélien à Gaza.

Si nous voulons vraiment mettre fin aux violences sexuelles dans les génocides et les conflits armés, nous devons prendre au sérieux les allégations bien documentées de violences sexuelles contre les femmes, les hommes et les enfants palestiniens que les femmes et les féministes palestiniennes dénoncent depuis 1948. La Nakba en cours doit être stoppée. Rejeter la reproduction violente de la ruse de la violence de genre est une responsabilité féministe qui nous permet de nommer les logiques de genre du génocide colonial.

Sarah Ihmoud anthropologue socioculturelle chicana-palestinienne. Publié sur le site Jadaliyya.com en anglais, adapté et traduit par notre rédaction



Rassemblement de protestation contre la politique irlandaise qui facilite l'accueil de centres de données, Dublin, novembre 2021. Les centres de données consommaient 18% de l'électricité du pays en 2022, syphonnant les sources renouvelables.

Écologie International

IA GÉNÉRATIVE, BEAUCOUP DE DÉPENSES POUR QUELS AVANTAGES?

Un terme revient sans cesse dans la bouche des « expert-es » climatiques, la « *sobriété énergétique* ». Sauf que dans le cas du développement de l'intelligence artificielle (IA), il est passé sous silence. Quelques chiffres et prévisions décrivent une évolution inquiétante.

Microsoft et Google s'étaient engagées à atteindre la neutralité carbone en 2030. C'était avant leur implication dans le développement de l'IA. Depuis, leurs émissions ont bondi de 29 % en trois ans pour la première, de 48 % en quatre ans pour la seconde.

Pour l'instant, le résultat le plus spectaculaire de l'IA est bien une extraordinaire augmentation de la consommation énergétique. Et les prévisions pour le futur sont sur des trajectoires encore plus gourmandes.

Certaines compagnies se justifient en déclarant, sans apporter beaucoup de preuves, que la consommation des centres de données (DC, *data centers*) a été

réduite. Mais comme leur nombre et leur besoins énergétiques vont exploser, le résultat n'est pas très convaincant.

Bond de la consommation électrique

Une requête d'un assistant de type ChatGPT consommerait dix fois plus d'énergie qu'une requête classique sur un moteur de recherche, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Voilà un bon résumé des contraintes introduites pour un futur d'IA généralisée. Cette technologie n'est nullement sobre, et son extension multiplie les besoins en électricité.

La cause ? La nécessité de construire de nouveaux DC, dont

les unités de calcul (les processeurs graphiques GPU) nécessitent 6 à 10 fois plus d'énergie. À cela il faut ajouter l'infrastructure des DC et leur multiplication. Certaines de ces structures nécessitent une puissance de 1 GW, soit l'équivalent d'une centrale nucléaire.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit une consommation provoquée par l'IA et les cryptomonnaies passant de 460 TWh en 2022 à 620-1050 TWh en 2026, soit l'équivalent de la consommation d'un pays comme la Suède ou l'Allemagne. Les États-Unis concentrent un tiers des DC dans le monde, où ils consomment 4 % de la production nationale et devraient passer à 6 %. Ces tendances seraient semblables en Europe (16 % des DC) et en Chine (10 % des DC). La production d'électricité en Chine et aux États-Unis est majoritairement d'origine fossile.

L'IA n'est pas gratuite

La multiplication de ces nouveaux DC est stimulée par la compétition impitoyable que se livrent les grands groupes de services informatiques.

« Le besoin de calcul informatique pour l'IA a été multiplié par un million en six ans et il décuple chaque année » avertit Sundar Pichai, le patron de Google (*Le Monde*, 14.5.2024). En conséquence, une avalanche d'investissements sont annoncés. Évidemment, seuls les grands groupes participent à la course. Amazon, Microsoft, Google et Meta vont investir cette année 200 milliards de dollars. 45 % de plus qu'en 2023 et 180 % de plus qu'en 2019.

Ces nouvelles infrastructures posent immédiatement deux enjeux majeurs : comment produire très rapidement le surplus d'électricité nécessaire et comment compenser les émissions de dioxyde de carbone ainsi provoquées.

Pour les compensations, certains se tournent vers des compagnies... pétrolières. Ainsi, Occidental Petroleum, 4^e compagnie étasunienne, vient de vendre à Microsoft des crédits carbone pour 500 000 tonnes et pour 250 000 tonnes à Amazon. La méthode de ce pétrolier est celle de la capture directe de carbone, qui n'a pas passé le cap de la démonstration industrielle, mais toutes les majors pétrolières étasuniennes se précipitent vers cette procédure. Pourquoi ? Sur le papier celle-ci leur permet de justifier la poursuite de leurs activités de production pétrolière. Comme les crédits d'énergie d'origine renouvelable, ces mécanismes peu crédibles s'apparentent davantage à des droits de polluer, et sans contrôle précis.

L'IA, un choix intelligent ?

Le développement intense annoncé de l'IA résulte-il d'un vaste débat, répondant à des priorités sociales et environnementales urgentes ? Est-il le fruit de réflexions mûrement réfléchies ? Aucunement. Comme d'autres produits de l'économie capitaliste, sa croissance et son usage est porté par une poignée de dirigeant-es de grandes compagnies des services informatiques, en quête de croissance continue et de nouveaux produits. En compagnie d'investisseur-ses financier-es, obnubilé-es par des prévisions de rendements faramineux, et toujours prêt-es à parier sur de nouveaux marchés, synonymes de futurs profits.

Les intérêts de ces rapaces sont présentés comme couvrant ceux de l'ensemble de la société, adossés à une notion du « progrès » technocratique et financier.

Pour l'instant, les retombées attendues de l'IA sont pour le moins spéculatives. Plutôt que de promettre que l'IA permettra d'améliorer les modèles de réchauffement climatique, une lutte globale contre les émissions de CO₂ serait prioritaire. La pertinence des « améliorations » dans les domaines de la santé ou de l'éducation est tout aussi douteuse, alors qu'il s'agirait de répondre à l'extension des soins et de l'éducation de qualité pour les populations qui en sont encore largement privées.

José Sanchez

CULTURE EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

Huit livres et une exposition pour occuper vos vacances – si vous en avez.

S'AIMER EN TEMPS DE CATACLYSME ¹

Dans son premier roman *Demain n'aura pas lieu*, l'autrice lausannoise Iuna Allioux mêle histoire intime et catastrophe mondiale, et nous invite à questionner ce qui est essentiel.

Asumi pensait avoir des années pour rencontrer son idole et amoureux, un écrivain coréen et trouver la cause de ses malaises incessants, un vieux drame familial, au Japon. Mais le soleil gonfle anormalement. Il ne reste que trois jours à l'humanité.

Avec poésie, nous suivons les trois derniers jours d'Asumi et de ses proches qui accomplissent leurs derniers rêves et désirs. Ces quelques jours doivent contenir ce que toute la vie d'adulte d'Asumi aurait pu prendre à accomplir : comprendre son passé, vivre l'amour, pardonner... Après le déni et face à l'incapacité du capitalisme à répondre à la puissance d'un soleil qui grossit et finira par rapidement tout brûler, la grande majorité des travailleuses et travailleurs arrêtent de contribuer à ce système et tentent de retrouver leurs proches.

Ce roman, tout en s'inscrivant dans les codes des romances, ouvre une réflexion originale sur la fin de l'humanité. **CB**

LA JOIE ET LE PRIX DE L'ÉMANCIPATION ²

« Ce livre que vous lisez est, dans un certain sens, le résultat d'une commande de ma mère [...] Rien en littérature ne m'avait jamais autant procuré de joie. »

La joie, c'est sans doute l'émotion que l'on ressent le plus à la lecture du nouvel ouvrage d'Édouard Louis. Il retrace les quelques semaines d'évasion de sa mère vers une nouvelle vie; débarrassée de sa relation avec un homme qui – banalement et de manière similaire à son compagnon précédent, le père de l'auteur – s'est montré dégradant et violent envers elle. *Monique s'évade*, c'est le récit de l'émancipation d'une femme en dehors des carcans de la brutalité masculine, à la (re)découverte de sa propre force et liberté.

L'auteur replace par ailleurs ce récit dans le cadre plus large des structures de classe et de genre qui contraignent de nombreuses vies et empêchent, bien souvent, de partir. En fil rouge, le propos pose ainsi une interrogation matérielle décisive : combien ça coûte, une évasion ? **NR**

À écouter aussi : « Édouard Louis, écrire c'est apprendre à pleurer », émission du Book club disponible sur l'appli Radio France

LE LONG SANGLOT DES SITARS DE L'AUTOMNE ³

Dans un futur proche, Layla Ami est desi. Elle vit au cœur d'une Amérique fascisée et xénophobe, dans laquelle les musulman·es n'ont aucun droit. Elle tente de s'accrocher à des bribes de bonheur ici et là, comme ses rendez-vous secrets avec David, son petit-ami. Cependant, lorsqu'elle est contrainte de force de rejoindre un camp de détention pour musulman·es étasunien·nes avec ses parents, tous ses rêves s'envolent et il ne reste plus que la rage en elle. Rage qui deviendra le catalyseur de sa révolte.

Résistance de Samira Ahmed, étasunienne d'origine indienne, roman pour jeune adulte paru en 2020, fait un parallèle évident avec l'antisémitisme de la seconde guerre mondiale. Dans sa dystopie, l'auteure dépeint en effet un monde dans lequel les musulman·es sont discriminé·es, stigmatisé·es et entassé·es dans des trains sans savoir où iels sont emmené·es.

La mise en garde de l'auteure contre les dangers du racisme et de la déshumanisation concomitante est tristement d'actualité. L'islamophobie a pris une ampleur considérable et sans précédent dans nos sociétés surtout avec le génocide en cours à Gaza.

Iana Oberson

INDIFFÉRENCE ET RESPONSABILITÉ COLLECTIVE ⁴

Le roman *Naufrage* par l'auteur français Vincent Delecroix est inspiré d'une histoire vraie datant de novembre 2021 : le naufrage d'un canot de migrant·es dans la Manche, auquel aucun secours n'a été envoyé malgré leurs nombreux appels à l'aide. Le texte nous plonge dans la tête de la narratrice, la garde-côte française en

charge lors du naufrage, et nous invite à surmonter son action inhumaine pour comprendre la crise migratoire comme un problème commun à tous·tes.

Par ce biais narratif, l'auteur interroge la perte d'individualité des victimes, ainsi que la responsabilité collective face aux drames migratoires. Pourquoi la narratrice serait-elle plus condamnable que chacun·e d'entre nous, dormant paisiblement dans nos foyers pendant que d'autres meurent, tentant de traverser la mer de pleine nuit pour fuir leur pays devenu invivable ?

L'indifférence quant à de tels drames, devenus des faits divers journaliers, et l'inaction politique européenne s'avèrent tout autant questionnables que l'erreur des autorités maritimes cette nuit-là.

Zélie Stauffer

À lire aussi : Louis-Philippe d'Alembert, *Mur Méditerranée*, Sabine Wieseser, Paris, 2019.

EN CENDRES, TOUT DEVIENT POSSIBLE ⁵

Entremêlant fiction et faits historiques, *Nantes, ville révoltée* nous offre un parcours populaire d'une ville qui n'a jamais cessé d'explorer les possibilités d'émancipation grâce aux soulèvements.

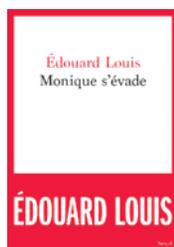
Publié en collaboration avec le média autonome Contre-Attaque, l'ouvrage collectif revient sur les lieux emblématiques qui ont accueilli les luttes révolutionnaires de la métropole bretonne.

Un chapitre est notamment consacré à l'importante syndicalisation ouvrière qui prend naissance au 19^e siècle au sein d'une association de typographes à des fins de secours mutuel vis-à-vis du patronat.

C'est aussi à Nantes qu'on retrouve, en 1892, la Fédération des Bourses du travail qui vise à mettre à disposition des travailleurs·euses des espaces



1 Iuna Allioux, *Demain n'aura pas lieu*, Paris, Éditions Sarbacane, 2024



2 Édouard Louis, *Monique s'évade*, Paris, Éditions du Seuil, 2023



3 Samira Ahmed, *Résistance*, Bragelonne / Castelmor, 2022



4 Vincent Delecroix, *Naufrage*, Paris, Gallimard, 2023.

d'accueil et d'organisation de mouvements sociaux.

L'imaginaire nantais est aussi marqué par la célèbre prise d'otages au tribunal en 1985, orchestrée par le détenu Georges Courtois, visant à dénoncer les faiblesses du système judiciaire. 1A

AU CŒUR DU VOTE RN ⁶

« S'il existe cependant une raison d'être politique aux sciences sociales, c'est peut-être de faire œuvre de lucidité, de donner à voir sans ciller certaines réalités politiques, même les plus déplaisantes. »

C'est avec cette ambition que Félicien Faury nous offre une ethnographie de l'électorat FN/RN, menée de 2016 à 2022 en Région Sud – Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Son enquête permet de conceptualiser par le bas le vote FN/RN comme un fait social, issu des dynamiques collectives qui lui permettent de devenir « un espace des possibles politiques légitimes ».

L'ouvrage se distingue par sa capacité à mettre en évidence la normalisation de la concurrence raciale dans un contexte de raréfaction des ressources communes et du durcissement des inégalités, notamment territoriales.

Le vote RN/RN apparaît alors comme un mode de « politisation de la condition majoritaire blanche », comme l'expression spécifique d'un racisme qui structure la société française dans sa totalité. Les inégalités sociales et raciales se révèlent symbiotiques, consubstantielles.

Le geste est nécessaire. Prendre au sérieux le succès électoral de l'extrême droite exige d'éviter l'euphémisation (voire le déni) de son enracinement raciste au profit d'explications purement « économiques », trop souvent présentes au sein de notre camp politique.

Gaara



La vidéo *La Pupa Proibita* (2006) de l'artiste Ingeborg Lüscher est visible dans l'exposition *La scia del monte* du MBAL.

RETOUR SUR LA COLLINE DE LA VÉRITÉ

Les œuvres de 26 artistes contemporain-es exposées au Musée des beaux-arts du Locle (MBAL) dans le cadre de l'exposition *La scia del monte ou les utopistes magnétiques* s'inspirent de l'expérience avant-gardiste qui se déroula à Monte Verità, près d'Ascona au début du 20^e siècle.

« Première colonie alternative, naturiste, féministe et végétarienne, précurseuse des mouvements de contre-culture qui suivront. Le parcours propose un dialogue éclectique et captivant entre nature, art et esprit, interrogeant la notion de « réforme de la vie » souhaitée par les précurseurs, explorant tous les

médiums et techniques, de l'art vidéo à l'intelligence artificielle en passant par l'installation, la sculpture, la peinture, la photographie, la gravure, le son ou le tissu. »

Cette expérience avait déjà fait l'objet d'une exposition organisée par le célèbre commissaire d'exposition Harald Szeemann en 1978.

Le livre de Kaj Noschis, *Monte Verità : Ascona et le génie du lieu* (Presses polytechniques et universitaires romandes, 2021) revient en détail sur « l'un des feux d'artifice les plus étonnants du 20^e siècle ». HPR

Exposition à voir jusqu'au 15 septembre 2024

L'ÉCHEC DU THÉÂTRE POPULAIRE ⁷

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, un théâtre « populaire » émerge en France. Ce dernier veut démocratiser ses pratiques et affirme son rôle social. Délocalisation en province, pratique amateur du théâtre avec les classes populaires, jeu en usine et en langues étrangères sont autant de témoins de cette volonté.

Pourtant, les enquêtes actuelles sur les publics du théâtre soulignent que cette pratique est un entre-soi des classes moyennes supérieures universitaires. Comment expliquer cet échec 80 ans plus tard ?

Marjorie Glas, sociologue, analyse dans son ouvrage, et à travers des parcours individuels,

les étapes et facteurs qui ont entraîné l'exclusion progressive des classes populaires de cette pratique culturelle. L'analyse se conclut sur la division actuelle au sein d'un champ théâtral qui peine à sortir de ses contradictions entre volonté d'inclure et entre-soi.

Si aucune solution miracle n'existe pour sortir de cette impasse, cet ouvrage offre des pistes de réflexion intéressante pour tenter de recréer un théâtre véritablement « populaire ». CB

L'IA PEUT-ELLE NOUS REMPLACER ? ⁸

Pour présenter quelques éléments de réponse à cette interrogation, une douzaine de petits textes sont

rassemblées dans une édition agréable et facile à lire, y compris au bord d'une plage, et couvrant une soixantaine de pages à un prix très modique.

Les douze auteures ne prétendent pas faire le tour de toutes les inquiétudes et défis soulevés par cette nouvelle technologie. Ce sont plutôt des points d'entrée, posant des repères essentiels, bien éloignés du jargon technocratique et emphatique de la plupart des présentations ou documentaires des grands médias. Il s'agit plutôt d'une exploration préliminaire des enjeux de l'IA.

Les contributions reflètent la complexité du sujet et des perspectives. Entre rêves et risques, intérêts privés et publics, ce thème mérite un débat public autour des notions de régulation, contrôle, maîtrise et développement de l'IA. JS



5
Contre-Attaque, Nantes, ville révoltée, Quimperlé, Éditions divergences, 2024



6
Félicien Faury, Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite, Paris, Édition du Seuil, 2024



7
Marjorie Glas, Quand l'art chasse le populaire : Socio-histoire du théâtre public en France depuis 1945, Paris, Agone, 2023



8
L'IA peut-elle nous remplacer ?, Paris, Éditions Bayard, collection "À vif", 2024

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

437

19 07
2024

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous!

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **National**
Réveil de la population face aux géants du béton

4 **Racisme**
La police tue, la justice acquitte

5 **Genève**
Incendie au foyer des Tattes: l'État responsable

6-7 **International**
France: une campagne populaire dans un territoire dévasté

8 **En mouvement**
Potere al Popolo, le renouveau mutualiste et créatif du communisme

9-10 **International**
Les travaillistes contre les travailleurs-euses

11 **International**
Menaces israéliennes de guerre contre le Liban

12 **Féminisme**
La ruse de la violence genrée dans la guerre d'Israël

13 **Écologie**
IA générative, beaucoup de dépenses pour quels avantages ?

14-15 **À lire**
Culture en lutte pour l'été

